

Intervention de Bruno Ory-Lavollée, gérant de l'Adami au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique du mercredi 7 décembre 2005

**(Discussion sur le rapport de la commission spécialisée
sur la distribution des œuvres en ligne, présidée par Pierre Sirinelli)**

En 1850, dans la revue musicale dont il était le rédacteur en chef, à la suite de la première représentation du *Prophète* de Giacomo Meyerbeer, Robert Schumann avait remplacé sa critique habituelle par une croix mortuaire.

C'est le traitement que méritent ce rapport et cet avis. Comme la musique de Meyerbeer, il est écrit avec compétence et parfois même virtuosité, il contient des informations nombreuses et précises et des analyses de qualité. Mais comme la musique de Meyerbeer qui est tombée aux oubliettes, il est arrimé aux conceptions du passé et aux formules établies. Dans quelques années, il fera sourire, en raison du refus de l'avenir qu'il incarne.

Parachevant une évolution qui a commencé lorsque l'imprimerie a permis de réaliser un grand nombre de copies du même texte, la révolution numérique fait tomber à presque rien le coût de la copie, et la rend omniprésente, sous des formes multiples et qui sans cesse se renouvellent. La révolution numérique est une révolution de la copie. Au lieu d'envisager de l'appriivoiser, ce rapport cherche à l'annuler. Alors qu'elle imposerait d'inventer de nouvelles définitions des copies autorisées et de celles qui ne le sont pas, le rapport cherche obstinément, pendant de longues pages, à appliquer les définitions et les cadres juridiques du passé à cette nouvelle réalité. C'est un peu comme si l'on s'interrogeait sur le respect par les avions qui volent dans les airs des sens interdits et des limitations de vitesse de la circulation terrestre.

Penser l'avenir, ce serait définir l'espace des copies autorisées et de l'accès libre à la culture, en prévoyant en contrepartie les justes rémunérations des ayants droit ; ce serait simultanément organiser la pérennité des industries culturelles en préservant certaines exclusivités essentielles à leur chiffre d'affaires et en accompagnant leur adaptation à de nouvelles sources de revenus.

Au lieu de cela, nous trouvons un texte et un avis qui réduisent leur propos à la préservation des intérêts financiers des producteurs, donc pour l'essentiel, de grands groupes multinationaux, en ne reconnaissant à aucun moment le caractère inéluctable et souhaitable d'un espace de copies et d'échanges autorisés. La vision du futur qui s'incarne ici est simple à résumer : c'est la marchandisation généralisée de la culture, qui passe par le contrôle le plus absolu possible de l'accès du consommateur aux œuvres, avec pour auxiliaires de ce projet les DRM, le contrôle et la répression.

Puisque il faut déblayer la voie à cette marchandisation, toutes les solutions qui pourraient servir à créer des espaces libres dans le monde numérique sont donc taillées en pièce avec beaucoup de méticulosité. L'argumentation prend les masques de la technicité juridique, mais il ne faut pas s'y tromper : le parti pris est omniprésent dans ce rapport, et l'on sent bien que la partie était jouée d'avance.

Certes, ce rapport se donne les apparences de l'équilibre et du progressisme et on y trouve ici ou là des pétitions de principe positives, par exemple aux points 9 et 10, page 36, lorsque il est dit que la gratuité des copies et des échanges doit cesser, ou que l'adhésion des internautes aux conditions dans lesquelles ils ont accès aux contenus culturels est essentielle. Malheureusement, le reste du rapport ne leur donne pas la suite adéquate.

Quelques exemples de ce parti pris :

- dans l'avis, une simple majorité est baptisée « une très grande majorité », comme si cela était nécessaire à la démonstration...
- un peu plus loin, on explique que le développement des « spywares » et des « adwares » est dû aux réseaux de peer to peer : on n'est pas loin des maladies honteuses !
- tous les arguments contre la licence globale sont développés, mais pas ses avantages,
- page 65 du rapport, on laisse entendre que si les sociétés d'artistes défendent la licence globale, c'est seulement parce qu'elles entendent accroître leur chiffre d'affaires.

Faut-il rappeler que le chiffre d'affaires de l'Adami et la Spedidam, c'est du revenu complémentaire pour les artistes, ainsi que de l'aide à la création qui contribue à l'emploi des artistes et à la diversité culturelle. Et bien non, Monsieur Sirinelli, si les sociétés d'artistes défendent et continueront de défendre des solutions opposées à celles de ce rapport, c'est pour deux raisons : premièrement, parce que les artistes interprètes tiennent au partage de leurs oeuvres et se soucient de la possibilité d'y accéder pour tous, et pas seulement pour ceux qui peuvent payer; deuxièmement parce que les artistes interprètes vivent une réalité que le rapport passe soigneusement sous silence : dans le cadre du droit exclusif, qui est l'alpha et l'oméga des auteurs de ce rapport, les artistes interprètes ne touchent rien, ou presque rien.

L'évolution technique et celle des usages se traduisent par une explosion des utilisations secondaires des prestations des artistes interprètes. S'en remettre au droit exclusif pour déterminer leurs revenus à ce titre, c'est faire preuve d'ignorance ou de cynisme. L'Adami a communiqué des données très précises au président de la commission et aux rapporteurs sur les contrats des artistes musiciens. Ils font apparaître des abattements de 50% de leurs royautés sur les revenus des utilisations sur internet. Cela ramène leur part des revenus, en pratique, à environ 3%. Il s'agit ici des solistes, puisque pour les artistes d'accompagnement, cette part est de 0%. C'est à cause de cette réalité que l'on a, en 1985, inscrit dans la loi des rémunérations qui leur sont garanties, c'est cette réalité que le rapport qui nous est présenté choisit d'ignorer.

Je signale en passant que l'Adami conteste les chiffres, cités page 65, et dont la source n'est pas indiquée. La part, pourtant modeste, des artistes interprètes dans les revenus provenant des droits exclusifs reste encore largement surestimée. Il se peut que ce soit parce l'on a mélangé contrats de licence et d'exclusivité.

Mais, je l'ai déjà dit, nous avons le sentiment que les dés étaient pipés, depuis le début. On s'en est du reste à peine caché, en nous présentant un texte émanant du service juridique de Vivendi Universal proposant de transposer en droit français l'arrêt « Grokster » de la Cour Suprême des Etats-Unis. Même édulcoré après les discussions, cet amendement reste un défi au bon sens et serait sûrement inapplicable si d'aventure il était voté. Et si jamais il l'était, il n'aurait aucune chance d'atteindre son but de mettre fin aux échanges entre particuliers et aux copies d'oeuvres sur les réseaux : celles-ci prendraient simplement d'autres chemins : pièces jointes à des courriers électroniques, messageries instantanées, échange dans le cadre d'une conversation téléphonique, logiciels tels que Station Ripper ou Grouper, etc. laissant intacte la question de rémunérer les ayants droit pour ces copies, notamment les artistes interprète. Mais de cette question, le rapport ne dit pas un mot, parce qu'elle s'écarte du fantasme de faire régner en maître sur Internet le contrôle de l'accès et le paiement à l'acte.

La croix mortuaire est donc bien le traitement approprié d'un rapport qui enterre à la fois les droits des artistes interprètes et toute vision généreuse de l'accès à la culture, dont la révolution technologique dont nous parlons constituerait pourtant une formidable occasion. Dans le monde des biens culturels tangibles, livre, disque, etc... on a su inventer les bibliothèques et médiathèques. Saura-t-on trouver l'équivalent dans le monde virtuel ?

En tant que représentant des artistes interprètes, que citoyen et aussi que membre d'un corps de l'Etat, je suis inquiet de ce que fera le Ministre de la Culture de ce rapport. Se contentera t-il d'en reprendre la vision unidimensionnelle, devenant dès lors le simple relais d'intérêts économiques particuliers, dans une politique qui ne répond à l'attente ni des artistes, ni du public ? J'ai au contraire l'espoir que ce Ministre saura se souvenir de la voix d'André Malraux, qui résonne dans le décret fondateur de son ministère, toujours en vigueur, et qui lui donne pour mission de « rendre accessible les oeuvres capitales de l'humanité, et notamment celles de la France, au plus grand nombre possible de Français. ».